

Un Sommet des Amériques sous tension.

Maurice LEMOINE

9 avril
2015



Depuis 1994, sous les auspices de l'Organisation des Etats américains (OEA), tous les pays du continent, à l'exception de Cuba exclue depuis 1962, se réunissent périodiquement dans le cadre du Sommet des Amériques pour débattre des questions d'intérêt commun. Sa septième édition se tiendra les 10 et 11 avril au Panamá et, présentée comme « historique », devrait compter sur la présence de Barack Obama et Raúl Castro.

La première rencontre d'Obama avec ses pairs a eu lieu lors du sommet tenu en avril 2009 à Puerto España (Trinité et Tobago). Nombre d'observateurs attendaient avec gourmandise le moment où le locataire de la Maison-Blanche croiserait le Vénézuélien Hugo Chávez, victime en 2002 d'une tentative de coup d'Etat soutenue par George W. Bush – également impliqué dans la tentative de déstabilisation du président bolivien Evo Morales en septembre 2008. Ceux qui espéraient un clash en ont été pour leurs frais. Obama a salué Chávez, en espagnol, d'un cordial « *Cómo estás ?* » et celui-ci lui a répondu en anglais « *I want to be your friend* ».



Sommet de Trinidad et Tobago (2009). « I want to be your friend ! » : le président Chavez offre au président Obama "[Les Veines ouvertes de l'Amérique Latine](#)" de l'uruguayen Eduardo Galeano (1971), récit implacable du pillage des ressources de l'Amérique latine depuis la colonisation européenne des Amériques jusqu'à l'époque contemporaine.

Face à la majorité de chefs d'Etat catalogués « de gauche » ou « de centre gauche » arrivés au pouvoir depuis la fin des années 1990, Obama avait alors offert un dialogue « d'égal à égal », « un nouveau commencement », tout

en confirmant qu'il maintiendrait l'embargo imposé à Cuba. Cette annonce a empêché la signature d'une « Déclaration finale » commune, mais, marquant un évident changement d'époque, il n'y a pas eu de confrontation.

Toutefois, rapidement, l'espoir de relations équilibrées s'est converti en déception. C'est bel et bien avec l'assentiment et parfois la participation directe de Washington, sous le mandat du même Obama, qu'ont été renversés les présidents hondurien Manuel Zelaya (2009) et paraguayen Fernando Lugo (2012), et qu'un soulèvement policier à caractère putschiste a tenté de « sortir » l'Equatorien Rafael Correa (2010). La réactivation de la IV^e flotte US – pour patrouiller au large de l'Amérique centrale et du Sud – ainsi que l'utilisation par le Pentagone de sept bases militaires en Colombie ont fortement indisposé les gouvernements progressistes du sous-continent. En septembre 2013, furieuse de l'espionnage de la NSA, dont elle et ses collaborateurs avaient été victimes, la présidente brésilienne Dilma Rousseff a dénoncé l'administration Obama devant l'Assemblée générale de l'ONU et, en signe de protestation, a annulé une visite d'Etat prévue à Washington. Peu de temps auparavant, en avril 2012, lors du Sommet des Amériques de Carthagène (Colombie), une majorité de pays avaient témoigné leur solidarité envers Cuba en menaçant de ne pas participer à celui de 2015, au Panamá, si l'île n'y prenait pas part.

L'annonce était assortie de dangers trop précis pour être prise à la légère, un tel boycott réduisant encore un peu plus l'influence de Washington dans son « arrière-cour » et infligeant publiquement un camouflet à la Maison-Blanche. En effet, depuis la création en 2008 de l'Union des nations sud-américaines (UNASUR), à l'initiative de Chávez et de son homologue brésilien Luiz Inacio Lula da Silva, puis, en 2011, de la Communauté des Etats latino-américains et caraïbes (CELAC : tout le continent sauf les Etats-Unis et le Canada), l'OEA demeure la seule instance régionale au sein de laquelle le Département d'Etat peut faire entendre sa voix. Plutôt que d'affronter un outrage tout en torpillant le forum le plus important à ses yeux, Obama, dans le registre « puisque les événements nous échappent, feignons de les organiser », a annoncé, le 14 décembre 2014, l'ouverture de négociations avec La Havane en vue de rétablir les relations diplomatiques entre les deux pays. Se sortant ainsi d'une situation délicate. De fait, cette décision a été saluée par l'ensemble de la communauté internationale, particulièrement sa composante interaméricaine, qui y a vu – une seconde fois ! – le début d'une nouvelle ère dans les Amériques.

Las ! Chassez le naturel, il revient au galop... Au Venezuela, incapable de l'emporter dans les urnes, la droite radicale, depuis février 2014, s'est lancée dans une campagne de déstabilisation du successeur de feu Chávez, Nicolás Maduro. Alors que cette situation conflictuelle est généralement présentée, dans les médias, comme de la seule responsabilité du gouvernement bolivarien, dès le 7 mars 2014, au nom de l'UNASUR, la présidente du Chili, la modérée Michelle Bachelet, a donné le ton : « Nous n'appuierons jamais un mouvement qui refuse le résultat des élections et cherche à renverser par la violence un gouvernement élu librement et démocratiquement. » Ce qui n'empêchera pas le dirigeant d'opposition vénézuélien Leopoldo López d'encourager ses partisans, le 19 mars suivant : « Je lance à un appel à tout le pays pour maintenir et augmenter la pression jusqu'au renversement de la dictature » – ce qui lui a valu d'être inculpé et arrêté.

Après quarante-trois morts – dont de nombreux civils victimes des enragés de l'opposition et six membres des forces de l'ordre tués par balles -, une nouvelle tentative putschiste a été neutralisée le 12 février 2015, entraînant l'arrestation de plusieurs militaires et du maire de Caracas Antonio Ledezma. Se portant au secours des éléments factieux, Obama a réagi en signant le 9 mars un « Executive Order » décrétant une « urgence nationale » pour répondre à « la menace inhabituelle et extraordinaire » que représente le Venezuela « pour la sécurité nationale et la politique extérieure des Etats-Unis ».

Au terme d'une visite à Caracas où, en compagnie des ministres des Affaires étrangères Mauro Vieira (Brésil), María Ángela Holguin (Colombie) et Ricardo Patiño (Equateur), il a pris connaissance des preuves de la conspiration réunies par le gouvernement vénézuélien, le président de l'UNASUR, l'ex-président colombien Ernesto Samper, a recommandé à l'opposition « de jouer le jeu électoral et de renoncer à la violence ». Réunis en session extraordinaire à Quito le 14 mars, les Etats membres de l'organisation ont manifesté leur rejet unanime du décret « impérial » et, déclarant que l'ingérence des Etats-Unis dans la région « crée une très forte tension », réclament son abrogation. Depuis, la CELAC s'est prononcée dans le même sens, de même que la Russie, le G-77 + Chine (plus de 130 membres), le Mouvement des pays non-alignés (120 pays, soit deux tiers des pays

membres de l'ONU) – c'est-à-dire le gros de la « communauté internationale » (qui ne se limite pas aux États-Unis, à l'Union européenne et à leur excroissance, l'OTAN).

Lorsqu'il atterrira au Panamá, le 10 avril, Obama n'y sera sans doute pas accueilli avec des fleurs par ses partenaires latino-américains. Malgré la présence tant attendue et commentée de Cuba, ce Sommet des Amériques risque davantage d'être celui de la discorde que celui de la réconciliation.

Maurice Lemoine



Maurice Lemoine (à droite) et Giorgio Trucchi (à gauche) au Honduras en 2013 pour couvrir la résistance populaire au coup d'État mené par l'oligarchie contre le président Zelaya avec l'appui des États-Unis. Journaliste et ex-rédacteur en chef du Monde diplomatique, Lemoine couvre l'Amérique Latine depuis plus de quarante ans. Derniers ouvrages parus : “Chávez Presidente !”, « Sur les eaux noires du fleuve », “Cinq cubains à Miami” et récemment “Les enfants cachés du général Pinochet” (Editions Don Quichotte, en librairie depuis le 2 avril 2015). Lire l'interview à ce sujet : <http://wp.me/p2ahp2-1PD>

»» <https://venezuelainfos.wordpress.com/2015/04/06/un-sommet-des-amerique...>